

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 2593

[C — 2000/31313]

20 JUILLET 2000. — Arrêté 2000/279 du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

Le Collège,

Vu le décret de l'assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil;

Vu l'avis de la section « Hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné le 11 avril 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mai 2000;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 10 mai 2000;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat L. 30. 192/4, donné le 12 juillet 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la maison : la maison d'accueil qui a pour missions l'accueil, l'hébergement et l'aide psychosociale adaptée aux bénéficiaires afin de promouvoir leur autonomie, leur bien-être physique et leur réinsertion dans la société.

2° la réinsertion sociale : processus visant à permettre aux bénéficiaires de se réapproprier leurs droits, entre autres, leurs droits au travail, au logement, à la sécurité sociale, afin qu'ils recouvrent leur autonomie. Ce travail se fait en lien avec l'hébergement.

CHAPITRE II. — *Conditions et modalités d'agrément des maisons*

Art. 3. La capacité maximale d'accueil agréée est déterminée, pour chaque catégorie, en fonction du nombre de lits et dans le respect des normes architecturales visées au chapitre IV.

Art. 4. La maison doit satisfaire aux conditions générales suivantes :

1° être considérée comme appartenant exclusivement, en raison de son organisation, à la Communauté française;

2° assurer la formation continue du personnel en fonction de son activité;

3° se soumettre aux évaluations, visites et contrôles coordonnés par l'administration

4° fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;

5° informer dans les quinze jours l'administration de toute modification relative aux normes d'agrément et de subventionnement.

6° informer les bénéficiaires concernés dans le respect des convictions philosophiques et religieuses de chacun, de l'existence des centres d'assistance sociale et médicale et, le cas échéant, les orienter vers ceux-ci;

7° s'engager à établir des conventions conformément à l'article 3, 11° du décret, avec les services reconnus ou agréés par la Commission communautaire française et spécialement chargés de gérer l'orientation des bénéficiaires, sans préjudice des autres conventions établies conformément à cet article;

8° recueillir anonymement les données visées à l'annexe 2 du présent arrêté concernant les bénéficiaires et transmettre celles-ci aux services et institutions désignés par le Collège selon une fréquence à définir par celui-ci.

Art. 5. Pour être agréée, la maison doit, en outre, constituer un dossier comprenant les renseignements et documents suivants :

1° la dénomination et l'adresse du siège social et des sièges d'activités;

2° une copie des statuts de l'asbl tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications;

3° la liste actualisée des membres de l'Assemblée générale;

4° le nom du responsable de la gestion journalière et de la personne habilitée à représenter la maison;

5° la liste du personnel et, pour chaque membre, la copie du contrat d'emploi ou de la convention qui le lie à la maison;

6° le règlement d'ordre intérieur;

- 7° le projet collectif de la maison avec l'avis du personnel sous contrat de travail;
- 8° le plan des locaux ainsi qu'un document établissant que la maison a la jouissance de ceux-ci;
- 9° un document attestant que la maison a souscrit une assurance en responsabilité civile, ainsi qu'une assurance couvrant le risque « incendie » et les quittances prouvant le paiement des primes y afférentes;
- 10° le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans;
- 11° une copie des conventions de collaboration visées à l'article 3, 11°, du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, ci-après : le décret;
- 12° une note justifiant de l'implantation judicieuse sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale par rapport au projet collectif de la maison.

Le dossier doit être signé, daté, certifié sincère, complet et conforme par la ou les personne(s) habilitée(s) à représenter la maison.

Art. 6. Le canevas du projet collectif, le modèle de projet d'insertion, le modèle de règlement d'ordre intérieur et le modèle de rapport d'activité visés à l'article 3, 4°, 5°, 7° et 9° du décret sont ceux fixés aux annexes 1, 2, 3 et 4 du présent arrêté.

CHAPITRE III. — Procédure d'agrément

Section 1re. — Procédure de demande d'agrément

Art. 7. La demande d'agrément d'une maison doit être introduite, par lettre recommandée à la poste ou déposée à l'administration contre accusé de réception.

Pour être recevable, elle doit comporter les renseignements et les documents visés à l'article 5 du présent arrêté. Elle précise en outre, la ou les catégories pour lesquelles l'agrément est demandé, ainsi que, pour chaque catégorie, la capacité maximale d'accueil.

Art. 8. Dans les deux mois de la réception de la demande d'agrément, l'administration notifie à la maison la recevabilité de celle-ci, ou si elle est incomplète, l'invite, dans un délai d'un mois à dater de cette notification, à la compléter.

Art. 9. Lorsque la demande est recevable, l'administration instruit la demande d'agrément et procède à une visite pour vérifier si la maison répond aux conditions d'agrément.

L'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance prévu à l'article 3, 3° du décret porte sur :

- 1° le projet collectif en ce qui concerne l'accueil des enfants;
- 2° la conformité des locaux collectifs à l'accueil des enfants;
- 3° la mise à disposition d'équipements éducatifs;
- 4° les projets individuels relatifs aux femmes enceintes et aux enfants accueillis, en ce compris l'intégration pré-scolaire.

L'avis est donné par l'Office dans les trois mois de sa saisine.

Passé ce délai, il est réputé favorable.

Le Ministre soumet la demande d'agrément à la section « Hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé tel que créé par le décret de l'assemblée de la Commission communautaire française du 5 juin 1997, ci-après : le Conseil consultatif qui donne son avis dans les deux mois de sa saisine.

Passé ce délai, il est passé outre à l'absence d'avis. Le Ministre peut fixer un délai plus court en cas d'urgence.

Art. 10. Le Collège statue sur la demande d'agrément et communique sa décision à la maison au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

Toute décision de refus est notifiée par lettre recommandée, au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

Section 2. — Procédure de renouvellement d'agrément

Art. 11. La maison reste agréée jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de renouvellement d'agrément selon la procédure prévue aux articles 7 à 10 du présent arrêté.

Cette demande de renouvellement doit être introduite au plus tard neuf mois avant l'expiration de l'agrément en cours, par courrier recommandé à la poste ou à l'administration contre accusé de réception.

Elle est accompagnée des renseignements et documents visés à l'article 5 du présent arrêté qui ont subi des modifications.

Section 3. — Procédure de modification et de retrait d'agrément

Art. 12. Toute demande de modification d'agrément précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe la maison des éléments nécessaires à l'instruction de la demande de modification d'agrément, instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément visées à la section première du présent arrêté.

Art. 13. Lorsqu'une disposition du décret ou du présent arrêté n'est plus respectée, l'administration adresse une lettre recommandée motivée à la maison et l'invite à se mettre en ordre dans un délai de deux mois.

Passé ce délai et faute de mise en ordre, l'administration propose au Ministre un retrait ou une modification d'agrément.

Art. 14. Le Ministre notifie à la maison, sous pli recommandé avec accusé de réception, qu'une procédure de retrait ou de modification d'agrément est en cours.

A partir du jour de cette notification, la maison dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif auprès du Ministre. Celui-ci le transmet au Conseil consultatif.

Dès réception du mémoire justificatif par le Conseil consultatif, le représentant de la maison est, s'il en fait la demande, entendu par celui-ci dans un délai de quinze jours.

Le Conseil consultatif fixe les jour et heure d'audition et en informe la maison concernée par lettre recommandée à la poste. La personne désignée par la maison pour la représenter peut se faire accompagner par une autre personne.

Le Conseil consultatif transmet son avis au Ministre dans les trois mois de sa saisine.

Art. 15. La décision du Collège portant retrait ou modification d'agrément est notifiée à la maison par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision de retrait ou de modification d'agrément entraîne la suppression totale ou partielle des subventions de la maison trois mois après la date de la notification de la décision.

La maison est tenue de communiquer, dès sa notification, la décision de retrait ou de modification d'agrément aux bénéficiaires ou à leurs représentants légaux, aux membres du personnel et à toute personne intéressée.

Section 4. — Procédure de fermeture volontaire

Art. 16. Lorsque le pouvoir organisateur décide de fermer volontairement la maison, il communique cette décision au Ministre au plus tard trois mois avant qu'elle ne produise ses effets.

CHAPITRE IV. — Normes architecturales

Art. 17. La maison doit être érigée, ou se trouver en un endroit salubre et propice à la réinsertion sociale des bénéficiaires.

Art. 18. Les bâtiments doivent être régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration doit être combattue.

Le chauffage doit permettre d'atteindre dans les locaux de séjour, une température de minimum 18 °C par tous les temps.

L'aération et un éclairage naturel suffisants de tous les locaux doivent être assurés.

L'eau potable du réseau de distribution doit être facilement accessible partout dans les bâtiments.

Art. 19. La maison doit offrir des locaux de séjour distincts des locaux d'activités éducatives.

Dans la maison accueillant des enfants, l'équipement des locaux collectifs doit garantir un climat familial et pédagogique.

Les locaux où séjournent des enfants sont des locaux non-fumeurs.

Art. 20. Des installations sanitaires doivent être situées à proximité des locaux d'activités éducatives, des locaux de séjour et des chambres. La ventilation efficace de ces locaux doit être assurée.

Art. 21. La maison dispose d'au moins :

1° un WC pour dix bénéficiaires;

2° un bain ou une douche pour dix bénéficiaires;

3° un lavabo à eau courante chaude et froide pour quatre bénéficiaires en chambre collective ou individuelle, accessible à tous;

4° un lavabo à eau courante chaude et froide par chambre destinée à une famille.

Des installations sanitaires distinctes sont prévues en nombre suffisant pour le personnel.

Art. 22. Les chambres réservées aux bénéficiaires sont de minimum 4 m² au sol par personne et de 3 m² au sol par personne dans les chambres équipées de lits superposés de maximum deux personnes.

L'espace au sol disponible entre les lits doit être de minimum 80 centimètres.

Art. 23. Les chambres sont pourvues de fenêtres donnant sur l'extérieur. Un éclairage de nuit est prévu dans les lieux de dégagement.

Art. 24. La maison dispose de l'équipement ménager suffisant. La cuisine est organisée de façon à ne pas incommoder par ses odeurs et de manière à respecter les circuits propres et sales, elle ne peut communiquer avec les locaux d'infirmerie.

Art. 25. La maison qui héberge plus de trente bénéficiaires dispose d'un local uniquement destiné à l'infirmerie.

Art. 26. Quand la maison dispose d'une buanderie, ce local est organisé de façon à ne pas incommoder par ses odeurs et de manière à respecter les circuits propres et sales. La buanderie ne peut communiquer avec les locaux d'infirmerie et de cuisine.

Art. 27. La surface des locaux de séjour (salon, salle à manger, salle de jeux) est de 2 m² minimum par bénéficiaire en chambre individuelle et de 4 m² minimum par bénéficiaire en chambre collective ou familiale.

S'il échet, la surface des chambres peut compenser l'exiguïté des locaux de séjour.

Art. 28. La maison hébergeant plus de cinq enfants de moins de douze ans doit disposer d'un espace spécifique réservé aux jeux.

Art. 29. La maison dispose de locaux distincts en nombre suffisant réservés :

1° au personnel de nuit;

2° au personnel;

3° à la gestion de la maison;

4° aux entretiens individuels avec les bénéficiaires.

CHAPITRE V. — Normes fonctionnelles

Art. 30. La maison doit être accessible selon l'horaire défini ci-après.

Pour autant que le cadre visé à l'article 39 soit totalement subventionné, l'accueil effectif des bénéficiaires doit, au minimum, être assuré du lundi au vendredi de 8 à 20 heures, ou au minimum 60 heures par semaine.

Pour le cas où le cadre visé à l'article 39 n'est pas totalement subventionné, l'accueil effectif des bénéficiaires doit, au minimum, être assuré du lundi au vendredi de 8 à 18 heures, ou au minimum 50 heures par semaine.

Art. 31. Le personnel accueillant doit être en mesure d'explicitier les missions de la maison et d'offrir un premier accueil.

Il doit être en mesure de prévoir sans délai une première consultation d'analyse ou d'orientation, le cas échéant en renvoyant les bénéficiaires vers les services spécialement chargés de gérer leur orientation.

Art. 32. En dehors des heures d'ouverture prévues, un répondeur téléphonique doit être accessible, avec notamment indication précise des services reconnus ou agréés par la Commission communautaire française et spécialement chargés de gérer l'orientation des bénéficiaires, et, éventuellement, d'autres maisons fonctionnant 24 heures sur 24.

Un tableau est apposé de manière visible dans le bureau du personnel assurant l'accueil, mentionnant l'agrément de la maison et les prix de la nuit d'hébergement visés à l'article 37 du présent arrêté ainsi que les renseignements suivants : téléphone avec mention de l'existence d'un répondeur téléphonique, des heures d'accessibilité et toutes informations sur les possibilités de prise en charge en cas d'urgence, et notamment les coordonnées des services reconnus ou agréés par la Commission communautaire française et spécialement chargés de gérer l'orientation des bénéficiaires.

Art. 33. La maison d'accueil de plus de cinquante lits assure une présence vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Dans la maison d'accueil de moins de cinquante lits, cette présence peut être remplacée par un système de garde appelable.

Art. 34. Pour chaque membre de l'équipe, un dossier doit être tenu à jour et comprend les éléments individuels suivants :

- 1° la copie du diplôme certifiée conforme;
- 2° la fonction;
- 3° le contrat;
- 4° l'ancienneté;
- 5° le type de prestations;
- 6° le certificat de bonnes vie et mœurs;
- 7° un document mentionnant les formations suivies.

Art. 35. Une concertation doit être organisée au moins une fois par semestre entre le pouvoir organisateur et le personnel de la maison. Les procès-verbaux des réunions semestrielles sont conservées pendant au moins cinq ans et sont accessibles au personnel, au pouvoir organisateur et à l'administration.

CHAPITRE VI. — Contribution financière

Art. 36. Le bénéficiaire contribue financièrement aux frais d'hôtellerie liés à son séjour dans la maison. Cette contribution financière est réclamée par la maison qui l'héberge.

Art. 37. La contribution financière s'élève à sept cents francs (dix-sept Euro et trente-cinq cents) maximum par bénéficiaire, si le couvert est offert, sans que ce montant puisse excéder les deux tiers de ses revenus journaliers, et à quatre cents francs (neuf Euro nonante deux cents) maximum, dans le cas contraire, sans que ce montant puisse excéder le tiers de ses revenus journaliers.

Le cas échéant, la maison réclame la différence au Centre public d'Aide sociale compétent.

Art. 38. On entend par revenu du bénéficiaire les revenus du travail, les revenus de remplacement, les revenus immobiliers, le minimex et l'aide sociale.

CHAPITRE VII. — Normes d'encadrement

Art. 39. Sous réserve de l'octroi de subventions suffisantes, le cadre des maisons d'accueil est fixé comme suit :

1° équipe de base :

a) la maison de plus de cinquante lits dispose au moins d'un directeur à temps plein; d'un assistant social à temps plein et de deux éducateurs A1 ou A2 à temps plein;

b) la maison de moins de cinquante lits dispose au moins d'un directeur à temps plein; d'un assistant social à temps plein et d'un éducateur A1 ou A2 à temps plein;

2° assistants sociaux supplémentaires :

a) la maison de moins de septante cinq lits agréée en catégorie 1 dispose d'un assistant social ou d'un infirmier supplémentaire à temps plein par tranche complète de vingt lits;

b) la maison de septante-cinq lits et plus agréée en catégorie 1 dispose d'un assistant social ou d'un infirmier supplémentaire à temps plein par tranche complète de vingt-cinq lits;

c) la maison agréée en catégorie 2, et/ou en catégorie 3 dispose d'un assistant social ou d'un infirmier supplémentaire à temps plein par tranche complète de quinze lits;

3° éducateurs supplémentaires :

a) la maison agréée en catégorie 1, dispose d'un éducateur A1 ou A2 supplémentaire à temps plein par tranche complète de quinze lits;

b) la maison agréée en catégorie 2, et/ou en catégorie 3, dispose d'un éducateur A1 ou A2 supplémentaire à temps plein par tranche complète de dix lits;

c) la maison qui assure une présence vingt-quatre heures sur vingt-quatre dispose d'un éducateur A1 ou A2 supplémentaire à temps plein;

d) la maison qui assure un accueil vingt-quatre heures sur vingt-quatre dispose d'un éducateur A1 ou A2 supplémentaire à temps plein.

Art. 40. Pour autant que le cadre visé à l'article 39 soit totalement subsidié, la durée d'un temps de travail est fixé à 37 heures par semaine.

Art. 41. Dans la maison agréée en catégories 1, 2, et 3, la capacité d'hébergement en catégories 2 et 3 doit être majoritaire pour donner droit à l'encadrement correspondant à ces catégories.

Art. 42. Les qualifications des membres du personnel admis aux subventions doivent être conformes à l'annexe 6 du présent arrêté.

En fonction du projet collectif de la maison, le Ministre peut octroyer des dérogations pour que les postes supplémentaires d'assistants sociaux et d'éducateurs soient occupés par du personnel titulaire d'autres diplômes. Ces fonctions sont subsidiées aux barèmes applicables aux assistants sociaux et aux éducateurs.

Art. 43. Tout membre de l'équipe a droit à une formation continuée, quel que soit son régime de travail. La maison consigne dans un document le nombre, la durée, le lieu, le contenu, le nom des bénéficiaires des formations continuées dispensées à l'équipe, ainsi que le nom des formateurs.

Art. 44. Toute fonction rémunérée est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'association sans but lucratif.

Art. 45. Le personnel de la maison est placé en permanence sous la responsabilité d'un membre du personnel, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, désigné à cette fin.

CHAPITRE VII. — *Subventionnement*

Art. 46. Dans les limites des crédits disponibles, les subventions allouées sont destinées à couvrir :

1° les frais de rémunération du personnel visé à l'article 39 du présent arrêté;

2° les frais de rémunération des prestations de nuit, le week-end et les jours fériés du personnel indispensable au fonctionnement de la maison;

3° les rémunérations des gardes appelables;

4° les frais de la formation continuée du personnel;

5° les frais de fonctionnement.

La maison déclare au plus tard le 31 janvier à l'administration le taux d'occupation moyen de l'année écoulée, calculé comme suit :

Taux d'occupation moyen

$$\frac{\text{taux d'occupation des deux années civiles complètes écoulées}}{2}$$

Pour un taux d'occupation moyen égal ou supérieur à 80 %, la subvention est de 100 %.

Pour un taux d'occupation entre 70 et 79 %, la subvention est de 80 %.

Pour un taux d'occupation entre 60 à 69 %, la subvention est de 70 %.

Un taux d'occupation inférieur à 60 % entraîne une procédure de modification d'agrément.

Le taux d'occupation est exprimé en pourcentage du nombre de lits fixés dans la capacité d'accueil agréée.

Lorsqu'une chambre d'hébergement est partiellement occupée par des adultes isolés avec enfant(s) ou par une famille, tous les lits de cette chambre sont réputés occupés.

Art. 47. Une subvention pour les frais de rémunération couvre la masse salariale qui comprend la rémunération, les charges sociales, les charges complémentaires légales telles que définies à l'annexe 6 du présent arrêté et le cas échéant la prime syndicale.

Art. 48. La subvention pour les frais de formation continuée de l'équipe s'élève à 1 % de la masse salariale subventionnée visée à l'article 46 point 1°.

Art. 49. La subvention pour les frais de fonctionnement est plafonnée à 10 % du montant accordé pour les frais de rémunérations.

Dans le calcul de cette subvention, il est tenu compte des membres du personnel non subventionnés par la Commission communautaire française mais faisant partie du cadre visé à l'article 39.

Sont admis comme dépenses admissibles en matière de frais de fonctionnement, les frais enregistrés dans les rubriques comptables fixées à l'annexe 5 du présent arrêté sous déduction des remboursements et des produits qui s'y rapportent.

Art. 50. La maison tient une comptabilité conforme aux principes contenus dans la loi du 17 juillet 1975 sur base du plan comptable minimum normalisé de l'Arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.

L'administration assure l'inspection comptable des maisons agréées.

Art. 51. La maison qui, en raison de la spécificité de son projet éducatif, et de son projet collectif, considère qu'il n'est pas nécessaire de disposer du personnel visé à l'article 39 du présent arrêté, peut introduire, une demande de dérogation auprès du Ministre compétent et sur base d'un dossier complet, afin d'affecter une partie de la subvention allouée à la rémunération du personnel au fonctionnement de la maison.

La maison bénéficiant de cette mesure ne peut solliciter les subsides visés à l'article 46, 2° et 3°.

Art. 52. Le Ministre soumet la demande de dérogation accompagné du dossier au Conseil consultatif qui donne son avis dans les trois mois de sa saisine.

Le Collège statue sur la demande de dérogation et communique sa décision à la maison au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

La décision du Collège est spécialement motivée si elle n'est pas conforme à l'avis du Conseil consultatif.

Art. 53. La dérogation est valable pour la durée de l'agrément.

Art. 54. Les montants repris à l'article 37 et les subventions visées aux articles 46 à 49 sont révisables et liés à l'indice-santé de référence de décembre 1998.

A partir du 1^{er} janvier 2000, les montants repris à l'article 37 sont adaptés annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice-santé décembre de l'année précédente}}{\text{Indice-santé de décembre 1998}}$$

Les subventions pour frais de rémunérations sont indexées suivant les règles appliquées aux rémunérations de la fonction publique.

CHAPITRE VIII. — *Disposition abrogatoire*

Art. 55. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 octobre 1983 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'accueil pour adultes en difficulté et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 1995 relatif au subventionnement des centres d'accueil pour adultes sont abrogés.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires et entrée en vigueur*

Art. 56. Les membres du personnel en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui ne disposent pas des qualifications requises visées à l'annexe 6 bénéficient d'une dérogation délivrée par le Ministre.

Art. 57. Pendant une période transitoire de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le mode de calcul des subventions ne peut en aucun cas entraîner une diminution des subventions octroyées à la maison pour l'année 2000.

A dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la maison existante dispose de deux ans pour se conformer aux exigences du chapitre IV.

Art. 58. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000, à l'exception de l'article 4, 7° et 8°, qui entre en vigueur à la date fixée par le Collège.

Art. 59. Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

Annexe 1

Projet collectif de la maison

1. Objectifs généraux de la maison
2. Caractéristiques du projet
 - 2.1. Présentation générale de la maison d'accueil
 - Nature et composantes de la maison (agréments etc...)
 - Entités annexes (présence d'une crèche, d'un restaurant social, d'un vestiaire, d'une halte-garderie etc...)
 - Options philosophiques de la maison
 - Cadre éthique de l'action (charte, etc...)
 - Environnement, implantation géographique
 - Finalités du projet collectif
 - 2.2. Populations accueillies
 - Capacité/sexe/âge
 - Caractéristiques (médicales, sociales, culturelles, économiques, géographiques...)
 - Origine (institutions, mesures judiciaires, familles, hôpitaux, etc...)
 - 2.3. Ressources internes
 - 2.3.1. Infrastructures
 - Infrastructures internes offertes aux bénéficiaires et cohérence par rapport à la population ciblée (dont locaux pour activités particulières)
 - 2.3.2. Réseau
 - Partenaires, collaborations
 - 2.3.3. Organisation et fonctionnement
 - 2.3.3.1. Personnel
 - Organigramme fonctionnel et hiérarchique
 - Définition des rôles des différentes catégories d'intervenants
 - Logique de structuration des horaires.
 - Mesures de collaboration, de concertation et de coordination entre les travailleurs (différents type de réunions, rythmes, objet, intervenants)
 - 2.3.3.2. Facteurs de confort
 - Conditions de logement (chambres individuelles, communes, régimes alimentaires...)
 - Loisirs (TV, jeux, ...)
 - Nombre et organisation des repas
 - Qualité et quantité des repas et respect des régimes alimentaires
 - Services annexes
 - 2.3.3.3. Accueil
 - Organisation de l'accueil de la personne en demande d'hébergement

2.3.4. Méthodologie générale et procédures

- Critères et procédure d'admission, de réorientation et d'exclusion

2.3.5. Prise en charge

- Coordination interdisciplinaire de la prise en charge (existence d'un référent assurant le suivi du projet, etc..)
- Mesures de collaboration et de concertation, de coordination et d'évaluation du sein de la maison d'accueil : entre et avec les personnes accueillies : mode de concertation prévu, rythme, gestion des réunions; mode de collaboration avec l'extérieur, guidance ou médiation familiale.
- Détermination et organisation des prises en charge sociales, juridiques, administratives, médicales et paramédicales : critères, logique, procédure, évaluation.

2.4. Modes d'acquisition de l'autonomie sociale

- Mode d'organisation des relations personnelles des personnes accueillies avec leur entourage
- Lieux où les personnes accueillies exercent leur autonomie (divers commerces, services spécialisés travaillant en étroite collaboration avec la maison d'accueil, activités sportives, culturelles, loisirs, vacances).

3. Elaboration du projet individuel et évaluation

- Mode d'évaluation des compétences et des besoins de chaque personne accueillie compte tenu de son projet de vie.
- Définition des objectifs et élaboration d'un projet personnalisé
- Mode d'évaluation des résultats atteints et des stratégies choisies, outils utilisés
- Mode d'élaboration et de suivi des actions (partenaires, responsabilités, délais)
- Place réservée concrètement à la personne et à sa famille
- Intervenants impliqués prioritairement

4. Avis du personnel sous contrat de travail

Les dispositions en italiques sont indicatives.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Collège :

E. TOMAS,
Président du Collège.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

Annexe 2

Projet d'insertion

Le projet d'insertion est composé de :

-1- une fiche individuelle numérotée (confidentiel) :

Numéro de dossier :

Identification du bénéficiaire : (rubrique à déterminer par la maison d'accueil) :

La grille reprise en page 3 est complétée sur base des items repris en page 2 de la présente annexe.

-2- le projet d'insertion, lequel est fonction de la capacité d'insertion du bénéficiaire.

I. Modalités de premier accueil	VI. Type de ménage	IX. Situation économique	XI. Dernière résidence (*cumulatifs)
0 Téléphone	0 Isolé	0 Salarié(e)	1 Commune bruxelloise :
1 Permanence	1 Couple sans enfant	1 Indépendant(e)	1. AN Anderlecht
II. Origine du choix de la maison d'accueil (*cumulatifs)	2 Couple avec enfant(s)	2 Chômeur(se)	2. AU Auderghem
	3 Famille monoparentale	3 Pensionné(e)	3. BS Berchem-St Agathe
	4 Communauté de fait	4 Sans ressource	4. BV Bruxelles-Ville
0 Initiative du bénéficiaire	VII. Statut	5 CPAS-Minimex	5. ET Etterbeek
1 Personne extérieure	0 Domicilié(e)	6 CPAS-Aide sociale	6. EV Evere
2 Membre de la famille	1 Registre des étrangers avec permis de travail	7 Prévoyance sociale	7. FO Forest
3 Organisme extérieur	2 Registre des étrangers sans permis de travail	8 Boursier	8. GA Ganshoren
III. Age	3 Demandeur d'asile	9 A charge d'un tiers	9. XL Ixelles
Année de naissance	4 Illégal(e)	X. Diplôme	10. JE Jette
IV. Sexe	5 Touriste	0 Aucun	11. KO Koekelberg
0 Homme	VIII. Nationalité	1 Enseignement fondamental	12. MO Molenbeek
1 Femme	0 Belge	2 Ens. secondaire inférieur	13. SG Saint-Gilles
V. Etat civil	1 Union européenne	3 Ens secondaire supérieur	14. SJ Saint-Josse
0 Célibataire	2 Reste de l'Europe	4 Ens supérieur de type court	15. SC Schaerbeek
1 Marié(e)	3 Maghreb	5 Universitaire ou assimilé	16. UC Uccle
2 Veuf(ve)	4 Reste de l'Afrique		17. WB Watermael-Boisfort
3 Divorcé(e)	5 Amérique latine		18. WL Woluwe-St-Lambert
4 Séparé(e)	6 USA-Canada		19. WP Woluwe-St-Pierre
	7 Moyen Orient		2 Arrondissement Hal-Vilvoorde
	8 Asie		3 Au-delà
	9 Océanie		XII. Dossier
			0 Nouveau dossier
			1 Dossier antérieur
			2 Dossier réouvert.

° De dossier :

D A T E	I, Modalité de 1er accueil	II, Origine du choix de la maison	III Age	IV Sexe	V Etat civil	VI Type de ménage	VII Statut	VIII Nation,	VIII Situa- tion écon,	X Diplôme	XI Dernière résidence	XII Dossier	XIII Remarques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

Annexe 3

Règlement d'ordre intérieur

Le règlement d'ordre intérieur définit :

1. les droits et devoirs des bénéficiaires;
2. les exigences et les obligations de la maison.

Il mentionne :

1. le nom du responsable de la maison;
2. la description de la maison d'accueil, son fonctionnement et l'horaire;
3. les mesures qui sont mises en uvre lorsqu'une personne contrevient aux règles de vie et de fonctionnement de la maison;
4. les mesures de sécurité;
5. les modalités d'introduction des réclamations et leur mode de traitement;
6. les coordonnées de l'administration.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

Annexe 4

Rapport d'activités

Nom de la Maison d'Accueil

Adresse

Téléphone

Téléfax

E-mail.

PLAN

1. Généralités
2. Eléments statistiques relatifs aux personnes hébergées
3. La mise en uvre du projet collectif et des activités ponctuelles
4. Les réalisations en termes d'intégration sociale et professionnelle des personnes accueillies
5. Evaluation des conventions de collaboration
6. Les formations suivies par le personnel

Ce document est à dater et à approuver par l'Assemblée générale de la maison.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

Annexe 5

Liste des dépenses admissibles pour les frais de fonctionnement

Remarque : La liste des dépenses admissibles est basée sur le plan comptable minimum normalisé. Nous vous demandons, dans les comptes transmis à l'administration de respecter cette numérotation, dans la mesure du possible. Les rubriques munies d'un astérisque ne sont pas pris en considération pour la justification des subsides pour frais de fonctionnement.

Classe 6 - CHARGES	
COMPTE	INTITULE
Classe : 60 APPROVISIONNEMENTS ET MARCHANDISES	
601000	Achats de fournitures
602000	Achats de services, travaux, études
603000	Sous-traitances générales
604000	Achats de marchandises
609000	Variation de stock
Classe : 61 SERVICES ET BIENS DIVERS	
Classe : 6100 FRAIS GENERAUX DE L'ASSOCIATION	
610010	Loyers
610011	Chauffage
610012	Electricité
610013	Eaux
610020	Entretien des locaux
610030	Réparations immobilières
610040	Assurances incendie - vol
610100	Frais de téléphone
610110	Timbres poste
610120	Fournitures de bureau
610130	Photocopies
610140	Petit matériel de bureau
610150	Entretien matériel de bureau
610160	Honoraires secrétariat social
610161	Honoraires comptabilité
610162	Honoraires avocats
610163	Documentation, imprimés...
610164	Honoraires divers
610165	Publications légales
610170	Assurances divers
610180	Frais divers d'administration
610190	Cotisations
610200	Publication et information
610300	Impressions
610310	Publicité et insertions
610320	Frais de restaurant (50 % D) *
610330	Frais de foire, conférences *
610340	Réceptions (50 % D) *
610350	Cadeaux et publicité (100 % D) *
610360	Cadeaux d'affaires (50 % D) *
610370	Commissions *
610400	Outillage
610410	Fournitures diverses
610420	Locations diverses
610430	Entretien matériel d'exploitation
610440	Vêtements de travail (déductibles)
610450	Autres vêtements de travail
610500	Location de véhicule
610510	Essence et carburant
610520	Assurances voitures
610530	Taxes de circulation autos
610540	Entretiens voiture
610550	Frais divers de voiture
610560	Transports et livraisons
610570	Frais de voyage *
610600	Déplacement personnel
610700	Formation du personnel
610800	Rémunération administrateurs-général *
610810	Charges sociales gérants *
610820	Avantage nature administrateurs *
610830	Pensions administrateurs-gérant *

CLASSE : 63 AMORT., R-V-, PROV. RISQUES & CHARGES	
630000	Dotations aux amortissements *
630800	Dotations aux réductions de VA *
631000	Réductions de valeur sur stock *
633000	Réductions de valeur sur créances
635000	Provisions pour pensions
636000	Provisions pour grosses réparations
637000	Provisions pour risques et car.
CLASSE : 64 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	
640100	Timbres fiscaux pris en charge
640110	Droits d'enregistrement
640200	Taxe sur la force motrice
640210	Taxes sur le personnel occupé
640300	Taxes diverses
640400	Précompte immobilier
640600	Pénalités *
CLASSE : 65 CHARGES FINANCIERES	
650000	Intérêts bancaires
650100	Agios et frais de banque
650200	Intérêts sur leasing
650300	Intérêts sur financements
651000	Réductions valeur actifs circulants *
652000	Moins-value réalisation actifs circulants *
653000	Escompte clients
654000	Différence de change débit *
655000	Ecarts de conversion des devises *
657000	Frais bancaires divers

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Fait à Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

Annexe 6

I. Liste des qualifications du personnel en maison d'accueil

- | | | |
|------|--|---|
| 1. | Direction | |
| | Directeur | Diplôme universitaire ou diplôme de l'enseignement supérieur de type court avec au moins 3 ans d'ancienneté dans le secteur |
| 2. | Personnel d'encadrement | |
| 2.1. | Educateur classe I | Diplôme d'éducateur spécialisé |
| | | Diplôme ou certificat de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale, ou paramédicale |
| 2.2. | Educateur classe II
Puéricultrice | Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures, techniques, professionnelles, générales. |
| 2.3. | Auxiliaire de soins, puéricultrice, aide familiale et sanitaire | Brevet ou certificat à orientation sanitaire et/ou aide aux personnes |
| 2.4. | Assistant social
Assistant en psychologie
Infirmier gradué | Diplôme octroyant un de ces titres |

II. Ancienneté reconnue, charges légales, rémunérations et échelles des traitements et salaires subsidiaires

1. La prise en charge maximale tient compte d'une ancienneté acquise dans le secteur non-marchand public et privé.

2. Les charges légales complémentaires prises en considération sont :

2.1. l'intervention de l'employeur dans le remboursement des frais de transport du domicile du travailleur au lieu de travail;

- 2.2. l'assurance-loi;
 2.3. la médecine du travail;
 2.4. les frais de secrétariat social.
 3. Par rémunération, on entend le salaire brut calculé suivant le barème repris au point 7 ainsi que, le cas échéant :
 3.1. un supplément de traitement de 50 % sur base de la rémunération horaire subsidiable pour les prestations effectuées les samedis et de 100 % sur base de la rémunération horaire subsidiable pour les prestations effectuées les dimanches et jours fériés accordé au personnel d'encadrement.

La durée maximale des prestations prises en considération est limitée à 11 heures par jour.

3.2. l'allocation spéciale telle que définie par la Commission paritaire 319.2 est octroyée au personnel admis aux subventions. Les membres du personnel effectuant des prestations à temps partiel bénéficient de cette prime proportionnellement aux prestations effectuées.

3.3. une prime de nuit dont le montant s'élève à 34 francs par heure ou à 41 francs par heure suivant que le travailleur est âgé de moins de 50 ans ou de 50 ans au moins.

3.4. une prime de fin d'année calculée conformément aux dispositions sectorielles. Les membres du personnel effectuant des prestations à temps partiel bénéficient de cette prime proportionnellement aux prestations effectuées.

3.5. les gardes appelables du personnel de direction ou d'encadrement sont rémunérés à raison de 150 francs par heure, avec un maximum de 1650 francs par 24 heures. Les subventions pour gardes appelables ne sont pas cumulable pour une même période avec les suppléments de salaire prestations de nuit, de week-end et jours fériés du personnel d'encadrement.

Elles sont limitées à une personnes par maison et par 24 heures.

4. L'autre personnel indispensable au fonctionnement de la maison les samedi, dimanches et jours fériés et justifié dans le projet collectif de la maison bénéficie de subventions pour les suppléments de rémunérations liés aux prestations des samedi, dimanches et jours fériés, calculées suivant les règles définies au point 3.1

5. Conformément à l'article 40 de l'arrêté et pour autant que le cadre visé à l'article 39 soit totalement subsidié, la durée d'un temps plein de travail est fixé à 37 heures par semaine.

6. La maison fournit à l'Administration tout document nécessaire au calcul des subventions (copie des diplômes, des contrats de travail, des attestations justifiant de l'ancienneté du travailleur).

7. Les barèmes applicables aux maisons d'accueil (voir tableau en annexe).

Ancienneté	Directeur	Assistant social	Educateur classe I	Educateur classe II et puéricultrice	Educateur classe II A	Educateur classe II B	Educateur classe III	Rédacteur	Personnel d'entretien
0	822.867	621.032	591.351	541.487	541.487	520.115	504.990	513.753	492.791
1	847.800	633.496	602.040	552.175	550.392	530.803	510.585	524.442	499.270
2	872.733	645.960	612.729	562.863	559.297	541.491	516.180	535.131	505.749
3	897.666	658.424	623.418	573.551	568.202	552.179	521.775	545.820	512.228
4	897.666	658.424	623.418	573.551	568.202	552.179	521.775	545.820	512.228
5	935.957	679.796	634.107	584.239	578.890	562.867	529.550	556.123	516.805
6	935.957	679.796	634.107	584.239	578.890	562.867	529.550	556.123	516.805
7	974.248	701.168	648.353	598.485	589.578	577.113	537.325	566.426	521.382
8	974.248	701.168	648.353	598.485	589.578	577.113	537.325	566.426	521.382
9	1.012.539	804.461	676.846	612.731	600.266	591.359	547.379	591.359	527.543
10	1.012.539	804.461	676.846	612.731	600.266	591.359	547.379	591.359	527.543
11	1.050.830	825.833	705.339	626.977	610.954	605.605	558.803	616.292	533.704
12	1.050.830	825.833	705.339	626.977	610.954	605.605	558.803	616.292	533.704
13	1.089.121	847.205	730.272	641.223	625.200	619.851	570.227	641.225	539.865
14	1.089.121	847.205	730.272	641.223	625.200	619.851	570.227	641.225	539.865
15	1.127.412	868.577	755.205	655.469	639.446	634.097	584.444	666.158	546.026
16	1.127.412	868.577	755.205	655.469	639.446	634.097	584.444	666.158	546.026
17	1.165.703	889.949	780.138	669.715	653.692	648.343	598.661	691.091	552.187
18	1.165.703	963.559	780.138	669.715	653.692	648.343	598.661	691.091	552.187
19	1.203.994	984.931	805.071	683.961	667.938	662.589	612.878	716.024	558.348
20	1.203.994	984.931	805.071	683.961	667.938	662.589	612.878	716.024	558.348
21	1.242.285	1.006.303	830.004	690.195	682.184	676.835	627.095	740.957	564.509
22	1.242.285	1.006.303	830.004	690.195	682.184	676.835	627.095	740.957	564.509
23	1.280.576	1.027.675	854.937	696.429	696.430	691.081	641.312	765.891	570.670
24		1.027.675	854.937	696.429	696.430	691.081	641.312	765.891	570.670
25		1.049.047	879.870	710.675	710.676	705.327	655.529	790.824	576.831
26		1.049.047	879.870	710.675	710.676	705.327	655.529	790.824	576.831
27		1.070.419	904.803	724.921	724.922	719.573	669.746	815.757	582.992
28			904.803	724.921	724.922	719.573	669.746	815.757	
29			929.736	749.854	749.855	733.819	683.963	840.690	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,
Président du Collège.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 2593

[C — 2000/31313]

20 JULI 2000. — Besluit 2000/279 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende toepassing van het decreet betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen

Het College,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen;

Gelet op het advies van de afdeling "Hébergement" van de "Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé", verstrekt op 11 april 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verstrekt op 3 mei 2000;

Gelet op de instemming van het Lid van het College bevoegd voor begroting van 10 mei 2000;

Gelet op de beraadslaging van het College over de vraag om advies aan de Raad van State binnen een termijn van ten hoogste één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State L. 30. 192/4, verstrekt op 12 juli 2000, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie en het Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit artikel regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° het tehuis : het opvangtehuis dat als taken heeft : het onthaal, het verschaffen van onderdak en psychosociale hulp aan de begunstigden om hun zelfstandigheid, hun lichamelijk welzijn en hun herinschakeling in de maatschappij te bevorderen.

2° de sociale herinschakeling : proces dat de begunstigden in staat moet stellen zich opnieuw hun rechten eigen te maken zoals onder meer hun recht op arbeid, op huisvesting, op sociale zekerheid, zodat ze opnieuw zelfstandig worden. De herinschakeling gebeurt gecoördineerd met de overnachting.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsvoorwaarden en -wijze voor de huizen*

Art. 3. De maximaal erkende opvangcapaciteit wordt voor elke categorie vastgesteld in functie van het aantal bedden en in naleving van de in hoofdstuk IV bedoelde architectuurnormen.

Art. 4. Het tehuis moet voldoen aan de onderstaande algemene voorwaarden :

1° voor zijn organisatie uitsluitend aanzien worden als horend onder de Franse Gemeenschap;

2° instaan voor de bijscholing van het personeel in functie van zijn activiteit;

3° zich onderwerpen aan evaluaties, bezoeken en door het bestuur gecoördineerde controles;

4° aan het bestuur alle verantwoordingsstukken verstrekken die vereist zijn voor de uitvoering van de controle;

5° het bestuur binnen twee weken op de hoogte stellen van iedere wijziging die verband houdt met de erkennings- en subsidiëeringsnormen;

6° met eerbiediging van de levensbeschouwelijke en godsdienstige overtuiging van eenieder de betrokken begunstigden op de hoogte stellen van het bestaan van centra voor maatschappelijke en medische bijstand en, in voorkomend geval, ze hiernaar door verwijzen;

7° zich ertoe verbinden op grond van artikel 3, 11°, van het decreet overeenkomsten op te stellen met de door de Franse Gemeenschapscommissie bekende of erkende diensten die specifiek belast werden met de doorverwijzing van begunstigden, onverminderd de overige overeenkomsten die overeenkomstig dit artikel worden opgesteld;

8° op anonieme basis de gegevens verzamelen, bedoeld in bijlage 2 van dit besluit, die betrekking hebben op de begunstigden en deze doorsturen naar de door het College aangestelde diensten en instellingen volgens een door het College bepaalde frequentie.

Art. 5. Om erkend te worden, moet het tehuis daarenboven een dossier samenstellen met de onderstaande gegevens en documenten :

1° de benaming en het adres van de maatschappelijke zetel en van de plaatsen waar de activiteiten plaatsvinden;

2° een afschrift van de statuten van de vzw, zoals deze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt werden, samen met eventuele wijzigingen hieraan;

3° de bijgewerkte lijst met de leden van de Algemene Vergadering;

4° de naam van de persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijks beheer en van de persoon die gemachtigd is om het tehuis te vertegenwoordigen;

5° de lijst van het personeel en voor elk personeelslid een afschrift van het arbeidscontract of van de overeenkomst die het aan het tehuis bindt;

6° het huishoudelijk reglement;

7° het gemeenschappelijk project van het tehuis met het standpunt van het personeel met arbeidscontract;

8° de plattegrond van de kantoren en ieder document waaruit blijkt dat ze het tehuis in gebruik heeft;

9° een document dat staaft dat de dienst een burgerlijke-aansprakelijkheidsverzekering heeft gesloten, alsook een verzekering die het brandrisico dekt, alsmede de kwitanties als bewijs dat de desbetreffende premies zijn betaald;

10° een verslag van de gewestelijke dienst voor brandbestrijding van minder dan drie jaar oud;

11° een afschrift van de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in artikel 3, 11°, van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, hierna het decreet genoemd;

12° een nota ter verantwoording van de oordeelkundige vestiging op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verhouding tot het gemeenschappelijk project van het tehuis.

Het dossier moet worden ondertekend, gedateerd, voor echt, volledig en eensluidend verklaard door de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om het tehuis te vertegenwoordigen.

Art. 6. Het overzicht van het gemeenschappelijk project, het model van het inschakelingsproject, het tehuishoudelijk reglement en het model van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 3, 4°, 5°, 7° en 9° van het decreet werden ook aan dit besluit aangehecht als bijlagen 1, 2, 3 en 4.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure*

Afdeling 1. — Aanvraagprocedure voor de erkenning

Art. 7. De erkenningsaanvraag voor een tehuis moet worden ingediend bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs afgegeven bij het bestuur.

Om ontvankelijk te zijn, moet zij de documenten en gegevens bevatten die zijn bedoeld in artikel 5 van dit besluit. Daarnaast preciseert zij tevens de categorie(ën) waarvoor de erkenning wordt aangevraagd en, per categorie, de maximale opvangcapaciteit.

Art. 8. Binnen twee maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag deelt het bestuur het tehuis mee dat zij ontvankelijk is of, bij onvolledigheid, verzoekt het de aanvraag aan te vullen binnen een termijn van één maand na deze bekendmaking.

Art. 9. Als de aanvraag ontvankelijk is, dan onderzoekt het bestuur de erkenningsaanvraag en bezoekt het tehuis om na te gaan of het beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden.

Het in artikel 3, 3°, van het decreet bepaalde advies van het "Office de la Naissance et de l'Enfance" heeft betrekking op :

- 1° het gemeenschappelijk project voor de kinderopvang;
- 2° de geschiktheid van de gemeenschappelijke ruimten voor kinderopvang;
- 3° de terbeschikkingstelling van educatieve uitrusting;
- 4° de individuele projecten voor zwangere vrouwen en voor opgevangen kinderen, met inbegrip van de voorschoolse integratie.

De Dienst (ONE) verstrekt zijn advies binnen drie maanden nadat het dossier bij hem aanhangig werd gemaakt.

Is deze termijn verstreken, dan wordt het advies als gunstig aanzien.

De Minister legt de erkenningsaanvraag voor aan de afdeling "Hébergement" van de "Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé", hierna de Adviesraad genoemd, zoals deze bij decreet van 5 juni 1997 van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie werd opgericht, en deze verstrekt een advies binnen twee maanden nadat het dossier bij hem aanhangig werd gemaakt.

Is deze termijn verstreken, dan wordt de procedure bij gebrek aan advies verdergezet. Bij dringendheid kan de Minister een kortere termijn vaststellen.

Art. 10. Het College oordeelt over de erkenningsaanvraag en deelt zijn beslissing ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad mee aan het tehuis.

Elke beslissing tot weigering wordt ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad per aangetekend schrijven meegedeeld.

Afdeling 2. — Hernieuwingsprocedure voor de erkenning

Art. 11. Het tehuis behoudt zijn erkenning tot er wordt geoordeeld over de aanvraag tot hernieuwing van de erkenning op grond van de procedure bepaald in de artikelen 7 tot 10 van dit besluit.

Ten laatste negen maanden voordat de lopende erkenning verstrijkt, moet deze hernieuwingsaanvraag bij ter post aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs afgegeven worden bij het bestuur.

Zij gaat vergezeld van in artikel 5 van dit besluit bedoelde documenten en gegevens die wijzigingen hebben ondergaan.

Afdeling 3. — Procedure tot aanpassing en tot intrekking van de erkenning

Art. 12. Elke aanvraag tot aanpassing van de erkenning verduidelijkt en motiveert het voorwerp van de aanpassing.

Het bestuur stelt het tehuis op de hoogte van de gegevens die nodig zijn om de aanvraag tot aanpassing van de erkenning te onderzoeken op grond van de in de eerste afdeling van dit besluit bedoelde regels die gelden voor de erkenningsaanvraag.

Art. 13. Als een bepaling van het decreet of van dit besluit niet wordt nageleefd, dan stuurt het bestuur het tehuis een aangetekend schrijven toe, waarin het erop aandringt dat dit zich binnen een termijn van twee maanden in regel stelt.

Als na het verstrijken van deze termijn de toestand niet geregulariseerd is, dan stelt het bestuur aan de Minister voor de erkenning in te trekken of aan te passen.

Art. 14. De Minister stelt het tehuis er bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs van op de hoogte dat een procedure loopt tot intrekking of tot aanpassing van de erkenning.

Vanaf de dag van deze bekendmaking beschikt het tehuis over een termijn van dertig dagen om bij de Minister een verantwoordingsnota in te dienen. Deze stuurt ze door naar de Adviesraad.

Van zodra de Adviesraad de verantwoordingsnota heeft ontvangen, kan een afgevaardigde van het tehuis, indien hij daarom verzoekt, binnen een termijn van twee weken door de Raad gehoord worden.

De Adviesraad stelt de datum en het tijdstip van de hoorzitting vast en brengt het tehuis hiervan bij ter post aangetekend schrijven op de hoogte. De persoon die door het tehuis als vertegenwoordiger is aangesteld, mag zich door een tweede persoon laten vergezellen.

De Adviesraad maakt zijn advies aan de Minister bekend binnen twee maanden nadat het dossier aanhangig is gemaakt.

Art. 15. De beslissing van het College tot intrekking of tot aanpassing van de erkenning wordt aan het tehuis bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs bekendgemaakt.

De beslissing tot intrekking of tot aanpassing van de erkenning brengt met zich dat de subsidies aan het tehuis helemaal of gedeeltelijk worden opgeschort drie maanden na de dag waarop de beslissing werd bekendgemaakt.

Het tehuis is verplicht de beslissing tot intrekking of tot aanpassing van de erkenning, van zodra deze werd bekendgemaakt, mee te delen aan de begunstigden of hun wettelijke vertegenwoordigers, aan het personeel en aan al wie het aanbelangt.

Afdeling 4. — Vrijwillige sluitingsprocedure

Art. 16. Wanneer de inrichtende macht beslist het tehuis vrijwillig te sluiten, dan deelt zij deze beslissing aan de Minister mee ten laatste drie maanden voordat zij van kracht wordt.

HOOFDSTUK IV. — Architectuurnormen

Art. 17. Het tehuis moet opgericht worden of zich bevinden op een gezonde plaats die geschikt is voor de sociale herinschakeling van de begunstigden.

Art. 18. De gebouwen moeten regelmatig onderhouden worden en vocht of inwatering moet bestreden.

De verwarming moet de temperatuur in de verblijfsruimten op ten minste 18 °C kunnen brengen, ongeacht de weersomstandigheden.

De verluchting en natuurlijke verlichting moeten in alle ruimten toereikend zijn.

Drinkbaar water van het distributienet moet overal in de gebouwen vlot toegankelijk zijn.

Art. 19. Het tehuis moet afzonderlijke verblijfsruimten bieden voor educatieve activiteiten.

In een tehuis dat kinderen opvangt, moet de uitrusting van de gemeenschappelijke ruimten een familiaal en pedagogisch klimaat waarborgen.

De ruimten waar kinderen verblijven zijn niet-rokers lokalen.

Art. 20. Er moet zich sanitair bevinden nabij de ruimten voor educatieve activiteiten, de verblijfsruimten en de kamers. Deze ruimten moeten over een efficiënte ventilatie beschikken.

Art. 21. Het tehuis beschikt minstens over :

1° één toilet per tien begunstigden;

2° één bad of een douche per tien begunstigden;

3° één voor iedereen toegankelijke wastafel met warm en koud stromend water per vier begunstigden in een gemeenschappelijke of individuele kamer;

4° één wastafel met warm en koud stromend water per gezinskamer.

Er is voldoende afzonderlijk sanitair voorzien voor het personeel.

Art. 22. De kamers die zijn voorbehouden voor de begunstigden, hebben een vloeroppervlakte van minstens 4 m² per persoon en 3 m² per persoon in kamers die zijn uitgerust met stapelbedden voor hoogstens twee personen.

Tussen de bedden moet een afstand van minstens 80 centimeter vrijgelaten worden.

Art. 23. De kamers zijn voorzien van vensteropeningen naar buiten. In de doorloopruimten moet nachtverlichting zijn aangebracht.

Art. 24. Het tehuis beschikt over voldoende tehuishoudelijke apparaten. De keuken is zodanig ingericht dat ze geen geurhinder veroorzaakt en dat het propere en het vuile circuit gescheiden blijven; zij mag niet in verbinding staan met de ziekenboeg.

Art. 25. Het tehuis dat onderdak biedt aan meer dan dertig begunstigden beschikt over een ruimte die uitsluitend bestemd is als ziekenboeg.

Art. 26. Als het tehuis beschikt over een wasruimte, dan wordt dit lokaal zodanig ingericht dat het geen geur- of stoomhinder veroorzaakt en dat het propere en het vuile circuit gescheiden blijven. De wasruimte mag niet in verbinding staan met de ziekenboeg of de keuken.

Art. 27. De verblijfsruimten (salon, eetkamer, speelkamer) hebben een oppervlakte van minstens 2 m² per begunstigde in een individuele kamer en van minstens 4 m² per begunstigde in een gemeenschappelijke of gezinskamer.

In voorkomend geval mag de oppervlakte van de kamers de kleine afmetingen van de verblijfsruimten compenseren.

Art. 28. Het tehuis dat onderdak biedt aan meer dan vijf kinderen jonger dan twaalf jaar oud moet beschikken over een ruimte die specifiek is voorbehouden om te spelen.

Art. 29. Het tehuis beschikt over voldoende afzonderlijke ruimten voorbehouden voor :

1° het nachtpersoneel;

2° het personeel;

3° het beheer van het tehuis;

4° individuele gesprekken met de begunstigden.

HOOFDSTUK V. — *Functionele normen*

Art. 30. Het tehuis moet toegankelijk zijn volgens het hieronder vastgestelde dienstrooster.

Wanneer de in artikel 39 bedoelde personeelsformatie volledig gesubsidieerd is, moeten de begunstigden effectief opgevangen worden tijdens een periode die minstens strekt van maandag tot vrijdag, tussen 8 en 20 uur, of minstens 60 uren per week.

Wanneer de in artikel 39 bedoelde personeelsformatie niet volledig gesubsidieerd is, moeten de begunstigden effectief opgevangen worden tijdens een periode die minstens strekt van maandag tot vrijdag, tussen 8 en 18 uur, of minstens 50 uren per week.

Art. 31. Het personeel dat de opvang verzorgt, moet de taken van het tehuis uitdrukkelijk kunnen formuleren en instaan voor een eerste opvang.

Het moet onmiddellijk kunnen voorzien in een eerste analyserende of oriënterende raadpleging en in voorkomend geval de begunstigden doorverwijzen naar diensten die specifiek voor zulke doorverwijzing bevoegd zijn.

Art. 32. Buiten de vooropgestelde openingsuren moet steeds een antwoordapparaat bereikbaar zijn met nauwkeurige vermelding van de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende of bekende diensten die specifiek bevoegd zijn voor de doorverwijzing van begunstigden, alsook eventueel van huizen die de klok rond functioneren.

In het kantoor van het personeel dat de opvang verzorgt, moet duidelijk zichtbaar een bord zijn aangebracht waarop de erkenning van het tehuis en de in artikel 37 van dit besluit bedoelde prijzen voor overnachting per nacht staan vermeld, samen met de volgende gegevens : het telefoonnummer met vermelding van het antwoordapparaat, de openingsuren en alle gegevens over eventuele dringende opvang en inzonderheid de gegevens van de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende of bekende diensten die specifiek bevoegd zijn voor de doorverwijzing van begunstigden.

Art. 33. Een opvangtehuis van meer dan vijftig bedden verzorgt de klok rond een aanwezigheid.

In een opvangtehuis van minder dan vijftig bedden kan deze aanwezigheid vervangen worden door een stelsel van op te roepen wacht.

Art. 34. Voor elk lid van het team moet een dossier bijgehouden worden waarin individueel de volgende elementen zijn opgenomen :

- 1° een afschrift van het voor eensluidend verklaard diploma;
- 2° de functie;
- 3° het contract;
- 4° de anciënniteit;
- 5° het type prestaties;
- 6° het bewijs van goed zedelijk gedrag;
- 7° een document met de gevolgde opleidingen.

Art. 35. Minstens één keer per semester moeten de inrichtende macht en het personeel van het tehuis overleg plegen. De verslagen van deze halfjaarlijkse vergaderingen worden minstens vijf jaar bijgehouden en zijn ter beschikking van het personeel, de inrichtende macht en het bestuur.

HOOFDSTUK VI. — *Financiële bijdrage*

Art. 36. De begunstigde levert een financiële bijdrage aan de hotelkosten verbonden aan zijn of haar verblijf in het tehuis. Deze financiële bijdrage wordt aangerekend door het tehuis dat onderdak verleent.

Art. 37. De financiële bijdrage bedraagt ten hoogste zevenhonderd frank (17,35 Euro) per begunstigde indien de maaltijd wordt geserveerd, zonder dat het bedrag twee derde van het daginkomen mag overschrijden, en ten hoogste vierhonderd frank (9,92 Euro) in het andere geval, zonder dat het bedrag een derde van het daginkomen mag overschrijden.

In voorkomend geval rekent het tehuis aan het bevoegde Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn het verschil aan.

Art. 38. Onder inkomen van de begunstigde verstaat men het inkomen uit arbeid, vervangingsinkomens, inkomsten uit vastgoed, het bestaansminimum en sociale bijstand.

HOOFDSTUK VII. — *Begeleidingsnormen*

Art. 39. Op voorwaarde dat aan het tehuis voldoende subsidies worden toegekend, is de personeelsformatie van de opvangtehuizen als volgt opgebouwd :

1° basisteam :

a) een tehuis met meer dan twintig bedden beschikt over minstens één voltijds directeur, één voltijds maatschappelijk assistent en twee voltijdse opvoeders A1 of A2;

b) een tehuis met minder dan twintig bedden beschikt over minstens één voltijds directeur, één voltijds maatschappelijk assistent en één voltijds opvoeder A1 of A2.

2° bijkomende maatschappelijk assistenten :

a) een tehuis met minder dan twintig bedden dat erkend is in categorie 1 beschikt over één bijkomend voltijds maatschappelijk assistent of verpleger per volledige schijf van twintig bedden;

b) een tehuis met vijfenzeventig of meer bedden dat erkend is in categorie 1 beschikt over één bijkomend voltijds maatschappelijk assistent of verpleger per volledige schijf van vijftientwintig bedden;

c) een tehuis dat erkend is in categorie 2 en/of categorie 3 beschikt over één bijkomend voltijds maatschappelijk assistent of verpleger per volledige schijf van vijftien bedden.

3° bijkomende opvoeders :

- a) een tehuis dat erkend is in categorie 1 beschikt over één bijkomend voltijds opvoeder A1 of A2 per volledige schijf van vijftien bedden;
- b) een tehuis dat erkend is in categorie 2 en/of categorie 3 beschikt over één bijkomend voltijds opvoeder A1 of A2 per volledige schijf van tien bedden;
- c) een tehuis dat de klok rond een aanwezigheid organiseert, beschikt over één bijkomend voltijds opvoeder A1 of A2;
- d) een tehuis dat de klok rond een opvang organiseert, beschikt over één bijkomend voltijds opvoeder A1 of A2.

Art. 40. Wanneer de in artikel 39 bedoelde personeelsformatie volledig gesubsidieerd is, wordt de arbeidstijd vastgesteld op 37 uur per week.

Art. 41. In een tehuis dat erkend is in categorie 1, 2 en 3 moet de overnachtingscapaciteit in de categorieën 2 en 3 overwegen om recht te geven op de begeleiding die aan deze categorieën verbonden is.

Art. 42. De bekwaamheden van de personeelsleden die voor subsidiëring in aanmerking komen, moeten overeenstemmen met bijlage 6 bij dit besluit.

In functie van het gemeenschappelijk project van het tehuis kan de Minister afwijkingen toestaan om de bijkomende betrekkingen voor maatschappelijk assistenten en opvoeders te laten innemen door personeelsleden met een ander diploma. Deze functies worden gesubsidieerd op grond van de weddeschalen die van toepassing zijn op de maatschappelijk assistenten en de opvoeders.

Art. 43. Elk lid van het team heeft recht op bijscholing, ongeacht het geldende arbeidsstelsel. Het vermeldt met betrekking tot de bijscholingen van het team de volgende elementen in een document : aantal, duur, plaats, inhoud, naam van de deelnemers en naam van de trainers.

Art. 44. Binnen de vereniging zonder winstoogmerk mag geen enkele bezoldigde functie gecombineerd worden met een bestuursmandaat.

Art. 45. Het personeel van het tehuis is permanent onderworpen aan de verantwoordelijkheid van een personeelslid met een diploma van het hoger onderwijs, dat hiertoe werd aangesteld.

HOOFDSTUK VII. — *Subsidiëring*

Art. 46. Binnen de perken van de beschikbare kredieten moeten de uitgekeerde kredieten aangewend worden voor :

- 1° de kosten voor de bezoldiging van het personeel bedoeld in artikel 39 van dit besluit;
- 2° de kosten voor de bezoldiging van prestaties 's nachts, in het weekend en tijdens feestdagen voor personeel dat onontbeerlijk is voor de werking van het tehuis;
- 3° de bezoldiging van de op te roepen wachtdiensten;
- 4° de kosten voor de bijscholing van het personeel;
- 5° de werkingskosten.

Het tehuis stelt het bestuur ten laatste op 31 januari op de hoogte van de gemiddelde bezettingsgraad voor het afgelopen jaar, die als volgt wordt berekend :

$$\frac{\text{Gemiddelde bezettingsgraad}}{\text{bezettingsgraad voor de volledige 2 afgelopen jaren}} \times 2$$

Voor een gemiddelde bezettingsgraad gelijk aan of hoger dan 80 % bedraagt de subsidie 100 %.

Voor een bezettingsgraad tussen 70 en 79 % bedraagt de subsidie 80 %.

Voor een bezettingsgraad tussen 60 en 69 % bedraagt de subsidie 70 %.

Een bezettingsgraad lager dan 60 % leidt tot een procedure tot aanpassing van de erkenning.

De bezettingsgraad wordt uitgedrukt als percentage van het aantal bedden dat is vastgesteld in het raam van de erkende opvang.

Als een kamer voor overnachting gedeeltelijk wordt ingenomen door alleenstaande volwassenen met een kind of kinderen worden alle bedden van die kamer aanzien als bezet.

Art. 47. Een subsidie voor de bezoldigingskost dekt de loonmassa bestaande uit de bezoldiging, de sociale lasten, de bijkomende wettelijke lasten zoals omschreven in bijlage 6 van dit besluit en in voorkomend geval de vakbondspremie.

Art. 48. De subsidie voor de bijscholingskost van het team belooft 1 % van de gesubsidieerde loonmassa bedoeld in artikel 46, punt 1°.

Art. 49. De subsidie voor de werkingskosten wordt geplafonneerd op 10 % van het bedrag dat is toegestaan voor de bezoldigingskost.

Bij de berekening van deze subsidie wordt rekening gehouden met de personeelsleden die niet door de Franse Gemeenschapscommissie gesubsidieerd worden, maar deel uitmaken van de personeelsformatie bedoeld in artikel 39.

De uitgaven die binnen de werkingskosten zijn toegestaan, zijn de kosten die worden opgetekend in de boekhoudkundige rubrieken vastgesteld bij bijlage 5 van dit besluit, na aftrek van de terugbetalingen en de opbrengsten die hieraan verbonden zijn.

Art. 50. Het tehuis voert overeenkomstig de beginselen vervat in de wet van 17 juli 1975 een boekhouding op grond van het minimum genormaliseerd boekhoudplan van het Koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekening van de ondernemingen.

Het bestuur staat in voor de boekhoudkundige inspectie van de erkende huizen.

Art. 51. Als een tehuis omwille van zijn specifiek educatief project en van het gemeenschappelijk project meent dat het niet dient te beschikken over het personeel bedoeld in artikel 39 van dit besluit, dan kan het bij de bevoegde Minister een verzoek tot afwijking indienen op grond van een volledig dossier, waardoor een deel van de subsidie die wordt uitgekeerd met het oog op de bezoldiging van het personeel, bestemd kan worden voor de werking van het tehuis.

Het tehuis dat van deze maatregel gebruik maakt, kan de subsidies bedoeld in artikel 46, 2° en 3° niet aanvragen.

Art. 52. De Minister legt het verzoek om afwijking samen met het dossier voor aan de Adviesraad, die binnen drie maanden na deze aanhangigmaking advies uitbrengt.

Het College oordeelt over het verzoek om afwijking en deelt zijn beslissing ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad aan het tehuis mee.

De beslissing van het College wordt met bijzondere redenen omkleed als zij niet overeenstemt met het advies van de Adviesraad.

Art. 53. De afwijking geldt voor de duur van de erkenning.

Art. 54. De in artikel 37 vermelde bedragen en de in de artikelen 46 tot 49 bedoelde subsidies kunnen herzien worden en zijn gebonden aan de gezondheidsindex met referentie december 1998.

Vanaf 1 januari 2000 worden de in artikel 37 vermelde bedragen ieder jaar op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{de gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 1998}}$$

De subsidies bestemd voor de bezoldigingskost worden geïndexeerd volgens de regels van toepassing op de bezoldigingen in het openbaar ambt.

HOOFDSTUK VIII. — *Intrekkingsbepaling*

Art. 55. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 oktober 1983 tot vaststelling van de erkennings- en betoelagingsvoorwaarden van opvangcentra voor volwassenen met moeilijkheden en het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 4 mei 1995 betreffende de subsidiëring van de opvangcentra voor volwassenen worden ingetrokken.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsmaatregelen en inwerkingtreding*

Art. 56. Aan personeelsleden die bij de inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn en niet beschikken over de in bijlage 6 bedoelde kwalificaties staat de Minister een afwijking toe.

Art. 57. Tijdens een twee jaar durende overgangsperiode die ingaat bij de inwerkingtreding van dit besluit mogen de voor het jaar 2000 aan het tehuis toegekende bedragen in geen geval afnemen als gevolg van de berekeningswijze van de subsidies.

Een bestaand tehuis beschikt bij de inwerkingtreding van dit besluit over twee jaar om zich in regel te stellen met de in hoofdstuk IV gestelde voorwaarden.

Art. 58. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2000, behoudens artikel 4, 7° en 8°, dat in werking treedt op de door het College vastgestelde dag.

Art. 59. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie en Gezin wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2000.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Begroting.

Bijlage 1

Gemeenschappelijk project van het tehuis

1. Algemene doelstellingen van het tehuis
 2. Eigenschappen van het project
 - 2.1. Algemene presentatie van het opvangtehuis
 - Aard en onderdelen van het tehuis (erkenningen e.d...)
 - Aanliggende entiteiten (aanwezigheid van een crèche, sociaal restaurant, vestiaire, kribbe e.d...)
 - Levensbeschouwelijke opties van het tehuis
 - Ethisch actiekader (handvest, e.d...)
 - Omgeving, locatie
 - Doel van het gemeenschappelijk project
 - 2.2. Opgevangen doelgroep
 - Capaciteit/geslacht/leeftijd
 - Kenmerken (medisch, sociaal, cultureel, economisch, geografisch...)
 - Herkomst (instellingen, gerechtelijke maatregelen, gezinnen, ziekenhuizen, e.d...)
 - 2.3. Interne middelen
 - 2.3.1. Infrastructuur
 - Interne infrastructuur ter beschikking van de begunstigen en aanpassing aan de doelgroep (zoals specifieke ruimten voor bepaalde activiteiten)
 - 2.3.2. Netwerk
 - Partners, samenwerking
 - 2.3.3. Organisatie en werking
 - 2.3.3.1. Personeel
 - Organogram voor functies en hiërarchie
 - Taakverdeling voor de verschillende categorieën van hulpverstrekkers
 - Structuurlogica van het werkschema.
 - Maatregelen gericht op samenwerking, overleg en coördinatie tussen de werknemers onderling (type vergaderingen, ritme, voorwerp, hulpverstrekkers)
 - 2.3.3.2. Comfort
 - Woonomstandigheden (eenpersoons- of gemeenschappelijke kamers, diëtetiek...)
 - Vrijtijdsbesteding (TV, spellen, ...)
 - Aantal maaltijden en organisatie hiervan
 - Kwalitatieve en kwantitatieve beschrijving van de maaltijden en naleving van het dieet
 - Verwante diensten
 - 2.3.3.3. Onthaal
 - Organisatie van het onthaal voor de persoon met behoefte aan onderdak
 - 2.3.4. Algemene methodologie en procedures
 - Criteria en procedure voor opname, heroriëntering en uitsluiting
 - 2.3.5. Opname
 - Interdisciplinaire coördinatie van de opname (referent die het project kan opvolgen, e.d.)
 - Maatregelen met het oog op samenwerking en overleg, coördinatie en evaluatie in het opvangtehuis; samen met de begunstigen: voorziene overlegmethode, ritme en beheer van de vergaderingen; externe samenwerking, begeleiding of bemiddeling bij de gezinnen.
 - Vaststelling en organisatie van de sociale, juridische, administratieve, medische en paramedische aspecten van de opnames: criteria, logica, procedure, evaluatie.
 - 2.4. Hernieuwde maatschappelijke zelfstandigheid
 - Organisatie van de menselijke verhoudingen tussen de opgevangen mensen en hun omgeving
 - Plaats waar de opgevangen mensen zich kunnen ontplooiën (handelszaken, gespecialiseerde diensten die met het opvangtehuis samenwerken, sport, culturele evenementen, vrijetijdsbesteding, vakantie).
 3. Uitwerking van het individueel project en evaluatie
 - Evaluatie van de capaciteiten en behoeften van elke opgevangen persoon rekening houdend met diens levensloop.
 - Vaststelling van de doelstellingen en uitwerking van een gepersonaliseerd project
 - Evaluatie van de bereikte resultaten en van de gekozen strategieën en toegepaste instrumenten
 - Uitwerking en opvolging van de acties (partners, verantwoordelijkheden, termijnen)
 - Concrete plaats die voor de betrokkene en diens gezin wordt voorbehouden
 - Voornaamste hulpverstrekkers
4. Voor het personeel met arbeidscontract

De schuingedrukte bepalingen hebben een indicatief karakter.

Gezien om te worden aangehecht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel op 20 juli 2000.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Begroting.

Bijlage 2

Inschakelingsontwerp

Het inschakelingsontwerp bestaat uit :

-1- een individuele genummerde fiche (vertrouwelijk) :

Dossiernummer :

Identificatie van de begunstigde : (rubriek te bepalen door het opvangtehuis) :

Het rooster op het derde blad wordt aangevuld op basis van de items vermeld op blz. 2 van deze bijlage.

-2- Het inschakelingsontwerp, in functie van de inschakelingscapaciteit van de begunstigde.

<p>I. Eerste opvang</p> <p>0 Telefoon 1 Permanentie</p> <p>II. Bepaling van de keuze van het tehuis (*cumulatief)</p> <p>0 Initiatief van de begunstigde 1 Externe persoon 2 Gezinslid 3 Extern organisme</p> <p>III. Leeftijd</p> <p>Geboortejaar</p> <p>IV. Geslacht</p> <p>0 Man 1 Vrouw</p> <p>V. Burgerlijke staat</p> <p>0 Ongehuwd 1 Gehuwd 2 Weduwe of weduwnaar 3 Gescheiden 4 Apart wonend</p>	<p>VI. Gezinstype</p> <p>0 Alleenstaand 1 Echtpaar zonder kinderen 2 Echtpaar met kinderen 3 Eenoudergezin 4 Feitelijke gemeenschap</p> <p>VII. Statuut</p> <p>0 Gedomicileerd 1 Vreemdelingenregister met arbeidsvergunning 2 Vreemdelingenregister zonder arbeidsvergunning 3 Asielaanvrager 4 Illegaal 5 Toerist</p> <p>VIII. Nationaliteit</p> <p>0 Belg 1 Europese Unie 2 Europa niet-EU 3 Maghreb 4 Rest van Afrika 5 Latijns Amerika 6 USA-Canada 7 Midden-Oosten 8 Azië 9 Oceanië</p>	<p>IX. Economische toestand</p> <p>0 Loontrekkende 1 Zelfstandige 2 Werkloze 3 Gepensioneerde 4 Zonder inkomen 5 OCMW-bestaansminimum 6 OCMW-maatsch. bijstand 7 Sociale verzekering 8 Beursspeculant 9 Ten laste van een derde</p> <p>X. Diploma</p> <p>0 Geen 1 Basisonderwijs 2 Lager secundair onderwijs 3 Hoger secundair onderwijs 4 Hoger onderwijs korte type 5 Universitair of gelijkgesteld</p>	<p>XI. Recentste woonplaats (*cumulatief)</p> <p>1 Brusselse Gemeente :</p> <p>1. AN Anderlecht 2. AU Oudergem 3. BS St-Agatha-Berchem 4. BV Brussel 5. ET Etterbeek 6. EV Evere 7. FO Vorst 8. GA Ganshoren 9. XL Elsene 10. JE Jette 11. KO Koekelberg 12. MO Molenbeek 13. SG Sint-Gillis 14. SJ Sint-Joost 15. SC Schaarbeek 16. UC Ukkel 17. WB Watermaal-Bosvoorde 18. WL St-Lambrechts-Woluwe 19. WP St-Pieters-Woluwe</p> <p>2 Arrondissement Halle-Vilvoorde 3 Verder</p> <p>XII. Dossier</p> <p>0 Nieuw dossier 1 Vorig dossier 2 Heropend dossier.</p>
--	---	---	---

DOSSIERNR :

D A T U M	I, Eerste opvang	II, (* Bepaling keuze tehuis	III Leef- tijd	IV Geslacht	V Burg. staat	VI Gezins- type	VII Statuut	VIII Nation.	VIII (* Econ. toe- stand	X Diploma	XI (* Recent- ste woon- plaats	XII Dossier	XIII Opmerkingen

Gezien om te worden aangehecht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel op 20 juli 2000.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Begroting.

Bijlage 3

Huishoudelijk reglement

Het huishoudelijk reglement bepaalt :

1. de rechten en plichten van de begunstigden;
2. de vereisten en verplichtingen waaraan het tehuis moet voldoen.

Het vermeldt :

1. de naam van de verantwoordelijke van het tehuis;
2. de beschrijving van het opvangtehuis, de werking en het dienstrooster;
3. de maatregelen die worden getroffen als iemand de leef- en werkingsregels van het tehuis overtreedt;
4. de veiligheidsmaatregelen;
5. de wijze waarop klachten ingediend en behandeld dienen te worden;
6. de gegevens van het bestuur.

Gezien om te worden aangehecht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel op 20 juli 2000.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Begroting.

 Bijlage 4

Activiteitenverslag

Naam van het opvangtehuis

Adres

Telefoon

Fax

e-mail.

MODEL

1. Algemeen
2. Statistieken over de opgevangen personen
3. Uitvoering van het gemeenschappelijk project en van losstaande activiteiten
4. De verwezenlijkingen inzake maatschappelijke en beroepsintegratie van de opgevangen personen
5. Evaluatie van de samenwerkingsovereenkomsten
6. De opleidingen die door het personeel worden gevolgd

Dit document moet gedateerd worden en goedgekeurd door de Algemene Vergadering van het tehuis.

Gezien om te worden aangehecht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel op 20 juli 2000.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Begroting.

Bijlage 5

Lijst van uitgaven die zijn toegestaan voor de werkingskosten

Opmerking : De lijst met toegestane uitgaven steunt op het minimum genormaliseerd boekhoudplan. Wij verzoeken u in de mate van het mogelijke deze nummering in acht te nemen in de rekeningen die naar het bestuur worden toegestuurd. De rubrieken met een asterisk worden niet in overweging genomen voor de verantwoording van de subsidies voor de werkingskosten.

Klasse 6 - KOSTEN	
REKENING	TITEL
Klasse : 60 VOORRADEN EN GOEDEREN	
601000	Aankoop van benodigdheden
602000	Aankoop van diensten, werken, studies
603000	Algemene toelieferingen
604000	Aankoop van goederen
609000	Gewijzigde voorraden
Klasse : 61 DIVERSE DIENSTEN EN GOEDEREN	
Klasse : 6100 ALGEMENE KOSTEN VAN DE VERENIGING	
610010	Huurgelden
610011	Verwarming
610012	Elektriciteit
610013	Water
610020	Onderhoud van de gebouwen
610030	Herstellingen vastgoed
610040	Brand-diefstalverzekeringen
610100	Telefoonkosten
610110	Postzegels
610120	Kantoorbenodigdheden
610130	Fotocopieën
610140	Klein kantoor materiaal
610150	Onderhoud kantoor materiaal
610160	Vergoedingen sociaal secretariaat
610161	Vergoedingen boekhouding
610162	Erelonen advocaten
610163	Documentatie, drukwerk...
610164	Diverse vergoedingen
610165	Wettelijke bekendmakingen
610170	Diverse verzekeringen
610180	Diverse bestuurskosten
610190	Bijdragen
610200	Publicatie en informatie
610300	Drukwerk
610310	Publiciteit en advertenties
610320	Restaurantkosten (50 % A) *
610330	Kosten voor beurzen, conferenties *
610340	Recepties (50 % A) *
610350	Geschenken en publiciteit (100% A) *
610360	Zakengeschenken (50% A) *
610370	Commissies *
610400	Uitrusting
610410	Diverse benodigdheden
610420	Diverse huurkosten
610430	Onderhoud exploitatiematerieel
610440	Werkkledij (aftrekbaar)
610450	Overige werkkledij
610500	Huurkosten voor voertuigen
610510	Benzine en brandstof
610520	Verzekeringen voertuigen
610530	Verkeersbelasting auto's
610540	Onderhoud voertuig
610550	Diverse autokosten
610560	Vervoer en leveringen
610570	Reiskosten *
610600	Verplaatsingen personeel
610700	Opleiding personeel
610800	Bezoldiging Administrateurs-generaal *
610810	Sociale lasten zaakvoerders *
610820	Voordelen in natura bestuurders *
610830	Pensioenen bestuurder-zaakvoerders *
KLASSE : 63 AFSCHRIJVINGEN, WAARDEVERMINDERINGEN, PROV. RISICO'S EN KOSTEN	

630000	Dotaties voor afschrijvingen *
630800	Dotaties voor waardeverminderingen *
631000	Waardeverminderingen van voorraden *
633000	Waardeverminderingen van vorderingen
635000	Pensioenprovisies
636000	Provisies voor grote herstellingen
637000	Provisies voor risico's en kosten
KLASSE : 64 Overige exploitatiekosten	
640100	Ten laste genomen fiscale zegels
640110	Registratiekosten
640200	Belasting op de drijfkracht
640210	Belastingen op het tewerkgestelde personeel
640300	Diverse belastingen
640400	Onroerende voorheffing
640600	Boetes *
KLASSE : 6 Financiële kosten	
650000	Bankinteressen
650100	Disconto- en bankkosten
650200	Interessen op leasing
650300	Interessen op financieringen
651000	Waardeverminderingen circulerende activa *
652000	Minwaarde op de liquidatie van circulerende activa *
653000	Disconto klanten
654000	Wisselverschil debet *
655000	Herleidingsverschillen valuta *
657000	Diverse bankkosten

Gezien om te worden aangehecht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel op 20 juli 2000.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Begroting.

—
Bijlage 6

I. Lijst met kwalificaties van het personeel in het opvangtehuis

- | | | |
|------|--|--|
| 1. | Directie | |
| | Directeur | Universitair diploma of diploma van het hoger onderwijs van het korte type, met minstens drie jaar anciënniteit in de sector |
| 2. | Begeleidend personeel | |
| 2.1. | Opvoeder klasse I | Diploma van gespecialiseerd opvoeder
Diploma of attest van het hoger onderwijs inzake pedagogie, psychologie, sociale of paramedische studies |
| 2.2. | Opvoeder klasse II
Kinderverzorgster | Diploma of attest voor het volbrengen van hogere secundaire studies in het technisch, beroeps- of algemeen onderwijs. |
| 2.3. | Hulpkracht, kinderverzorgster, gezins-
en sanitair helper | Getuigschrift of attest van een verzorgings- of welzijnsrichting |
| 2.4. | Maatschappelijk assistent
Assistent-psycholoog
Gegradueerd verpleger | Diploma dat toegang verleent tot één van deze beroepen |

II. Erkende anciënniteit, wettelijke lasten, bezoldigingen en weddeschalen, subsidieerbare lonen

1. Voor de maximale tenlasteneming wordt rekening gehouden met de anciënniteit in de non-profit en privé-sector.
2. Complementaire wettelijke lasten die in rekening worden gebracht :
 - 2.1. tussenkomst van de werkgever in de terugbetaling van de vervoerskosten van het woon-werkverkeer van de werknemer;
 - 2.2. wett. verzekering;
 - 2.3. arbeidsgeneeskunde;
 - 2.4. kosten sociaal secretariaat.

3. Onder bezoldiging verstaat men de bruto wedde berekend volgens de in punt 7 vermelde weddeschaal, alsook in voorkomend geval:

3.1. een weddetoeslag van 50 % bij de subsidieerbare bezoldiging per uur voor prestaties op zaterdagen en van 100 % bij de subsidieerbare bezoldiging per uur voor prestaties op zon- en feestdagen, toegestaan aan het begeleidend personeel.

De maximale duur van de in rekening gebrachte prestaties wordt vastgesteld op 11 uren per dag.

3.2. de bijzondere toelage omschreven door paritaire commissie 319.2 wordt toegekend aan het personeel dat in aanmerking komt voor de subsidies. Personeelsleden die deeltijdse prestaties verrichten, krijgen deze premie uitbetaald in verhouding tot de verrichte prestaties.

3.3. een nachtpremie van 34 frank per uur of van 41 frank per uur als de werknemer minstens 50 jaar oud is.

3.4. een eindejaarspremie berekend overeenkomstig wat voor de sector vastgesteld werd. Personeelsleden die deeltijdse prestaties verrichten, krijgen deze premie uitbetaald in verhouding tot de verrichte prestaties.

3.5. de op te roepen wachtdiensten van de directie en van het begeleidend personeel worden bezoldigd ten belope van 150 frank per uur, met een maximum van 1650 frank per 24 uur. De subsidies van het begeleidend personeel voor op te roepen wachtdiensten mogen binnen éénzelfde periode niet gecumuleerd worden met de weddetoelagen voor nacht- en weekendprestaties of prestaties tijdens feestdagen.

Ze worden beperkt tot één persoon per tehuis en per 24 uur.

4. Het overige personeel dat noodzakelijk is voor de werking van het tehuis op zaterdagen, zondagen en feestdagen en dat verantwoord is binnen het gemeenschappelijk project van het tehuis heeft recht op subsidies voor weddetoelagen voor nacht- en weekendprestaties of prestaties tijdens feestdagen, berekend volgens de in punt 3.1 vastgestelde regels.

5. Overeenkomstig artikel 40 van het besluit en voor zover de in artikel 39 bedoelde personeelsformatie volledig gesubsidieerd is, wordt de duur van een voltijds personeelslid vastgesteld op 37 uur per week.

6. Het tehuis verstrekt het Bestuur ieder document dat noodzakelijk is voor de berekening van de subsidies (kopie van diploma's, arbeidscontracten, attesten die de anciënniteit vaststellen).

7. De weddeschalen van toepassing op de opvangtehuizen (cfr. bijgaande tabel).

Anciënniteit	Directeur	Maatschappelijk assistent	Opvoeder klasse I	Opvoeder klasse II en kinderverzorgster	Opvoeder klasse II A	Opvoeder klasse II B	Opvoeder klasse III	Klerk	Onderhoudspersoneel
0	822.867	621.032	591.351	541.487	541.487	520.115	504.990	513.753	492.791
1	847.800	633.496	602.040	552.175	550.392	530.803	510.585	524.442	499.270
2	872.733	645.960	612.729	562.863	559.297	541.491	516.180	535.131	505.749
3	897.666	658.424	623.418	573.551	568.202	552.179	521.775	545.820	512.228
4	897.666	658.424	623.418	573.551	568.202	552.179	521.775	545.820	512.228
5	935.957	679.796	634.107	584.239	578.890	562.867	529.550	556.123	516.805
6	935.957	679.796	634.107	584.239	578.890	562.867	529.550	556.123	516.805
7	974.248	701.168	648.353	598.485	589.578	577.113	537.325	566.426	521.382
8	974.248	701.168	648.353	598.485	589.578	577.113	537.325	566.426	521.382
9	1.012.539	804.461	676.846	612.731	600.266	591.359	547.379	591.359	527.543
10	1.012.539	804.461	676.846	612.731	600.266	591.359	547.379	591.359	527.543
11	1.050.830	825.833	705.339	626.977	610.954	605.605	558.803	616.292	533.704
12	1.050.830	825.833	705.339	626.977	610.954	605.605	558.803	616.292	533.704
13	1.089.121	847.205	730.272	641.223	625.200	619.851	570.227	641.225	539.865
14	1.089.121	847.205	730.272	641.223	625.200	619.851	570.227	641.225	539.865
15	1.127.412	868.577	755.205	655.469	639.446	634.097	584.444	666.158	546.026
16	1.127.412	868.577	755.205	655.469	639.446	634.097	584.444	666.158	546.026
17	1.165.703	889.949	780.138	669.715	653.692	648.343	598.661	691.091	552.187
18	1.165.703	963.559	780.138	669.715	653.692	648.343	598.661	691.091	552.187
19	1.203.994	984.931	805.071	683.961	667.938	662.589	612.878	716.024	558.348
20	1.203.994	984.931	805.071	683.961	667.938	662.589	612.878	716.024	558.348
21	1.242.285	1.006.303	830.004	690.195	682.184	676.835	627.095	740.957	564.509
22	1.242.285	1.006.303	830.004	690.195	682.184	676.835	627.095	740.957	564.509
23	1.280.576	1.027.675	854.937	696.429	696.430	691.081	641.312	765.891	570.670
24		1.027.675	854.937	696.429	696.430	691.081	641.312	765.891	570.670
25		1.049.047	879.870	710.675	710.676	705.327	655.529	790.824	576.831
26		1.049.047	879.870	710.675	710.676	705.327	655.529	790.824	576.831
27		1.070.419	904.803	724.921	724.922	719.573	669.746	815.757	582.992
28			904.803	724.921	724.922	719.573	669.746	815.757	
29			929.736	749.854	749.855	733.819	683.963	840.690	

Gezien om te worden aangehecht aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel, 20 juli 2000.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College, bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Begroting.